

# LES SCIENCES SOCIALES FACE AU DEVELOPPEMENT PERVERTI : PLAIDOYER POUR UNE ETHIQUE DE L'INUTILE

Jean RIVELLOIS<sup>1</sup>

## Introduction

Dans un monde où le modèle libéral semble générer une croissance économique qui ne produit pas *de-soi* les effets attendus de développement social ; dans un temps où le modèle de démocratie représentative tend à s'imposer comme unique solution de légitimation populaire des Etats clientélistes modernisés ; à un moment où la coopération Nord/Sud tend à basculer vers une interdépendance Est/Ouest, il nous a paru opportun d'opérer un retour sur le *discours de légitimité que les chercheurs en sciences sociales s'adressent à eux-mêmes*. Une telle interrogation a pour objectif la recherche des possibilités ouvrant sur de nouvelles formes d'action orientées vers la transformation du réel ; en montrant le hiatus existant entre la constitution d'un savoir et la mise à disposition de celui-ci au service d'une action de développement des peuples, il s'agira de revenir sur les conditions d'acquisition de ce savoir dans le cadre des pratiques habituelles de coopération scientifique, et de remettre en question la relation entre science traditionnelle et développement. En fin de compte, les conditions d'objectivité de la science sont-elles compatibles avec un *engagement au service du développement* et quelles formes nouvelles pourrait prendre cet engagement ?

## La fin d'une parole et un discours sans fin

Deux grandes périodes semblent avoir secoué l'histoire contemporaine du développement: le temps des indépendances avec la mise en place des Etats souverains, et le temps du mouvement de 1968 avec l'accent porté sur la constitution des sociétés libres. Aujourd'hui, force est de constater que les Etats du Sud ne jouissent que d'une indépendance formelle, et que les sociétés, autant du Nord que du Sud, sont de plus en plus asservies à des nécessités de survie. Au cours de ces deux périodes passées, les sciences sociales ont joué un rôle d'aiguillon de l'histoire : les chercheurs ont donné une dimension politique à leurs travaux et, à travers leur engagement et leur parole, ont contribué à la transformation des relations géopolitiques et des rapports sociaux. Certains l'ont fait au péril de leur vie et pour défendre une cause qui leur semblait supérieure ; d'autres l'ont payé par la relégation dans les cachots de la science instituée. *Les sciences sociales ont vécu longtemps sur la bonne conscience héritée de ceux qui savent comment rendre les gens heureux.*

Au fil des vingt dernières années, le chercheur en sciences sociales a perdu son statut

---

<sup>1</sup> Chargé de recherche du département SUD.

## ■ Le développement perversi ■

"contestataire" car *les sciences sociales ont dérivé jusqu'à devenir des techniques de pouvoir* : aujourd'hui, nul discours de persuasion ne peut être prononcé sans référence au social, nulle communication n'est possible sans prétexte de partage social, nulle politique ne peut être entreprise sans légitimité sociale. L'aliénation elle-même se socialise. Pour faire passer les choses en douceur, on y met du social et ça prétend marcher.

Entre temps, *l'esprit de révolte et d'indignation a disparu*. Récupérées par tous et partout, les chercheurs en sciences sociales ont réagi par une recherche de distinction : il fallait affirmer sa différence à travers une vision du monde spécifique. C'est ainsi que les disciplines ont investi séparément une réalité devenue formelle : sociologues, anthropologues, ethnologues, économistes, géographes se sont partagés le monde et son explication, à partir de querelles byzantines ; regroupés dans l'ombre des anciens et des nouveaux mandarins — sortes de gourous officiant dans des chapelles exclusives —, les disciples conçoivent désormais la science comme un exercice théorique forgé autour de notions préfabriquées. Chaque discipline ayant son propre langage et sa propre interprétation des grandes théories (marxisme, structuralisme, tiers-mondisme, libéralisme...), l'exercice de distinction est sans fin.

Il en est résulté d'un côté une multiplication des études de terrain sans valeur explicative universelle, et de l'autre, un émiettement des sciences sans rapport au terrain, sans capacité d'intervention sur le réel. Certes, les études empiriques ont bien servi d'exemples pour la justification de théories, mais sur la base d'un rapport de mystification, la justification pratique venant après la fabrication du modèle. Maintenant, tout semble dit et répété ; le chercheur multiplie les analyses de cas et la recherche n'en finit pas de se chercher elle-même.

Continuant à chercher un ancrage au réel, une légitimité dans l'action — faute de la légitimité théorique réservée aux savants des universités — les chercheurs de terrain se sont ainsi rapprochés d'autres acteurs qui naviguent dans les mêmes eaux de l'intervention sur le social : experts, financiers, militants d'ONG, politiques, militaires, journalistes, prêtres... qui se disputaient déjà le savoir-faire du social. Le chercheur a donc mis son savoir au service de ce savoir-faire ; ce faisant, il a cru bon de se transformer en conseiller du prince, en technicien du développement — dont les travaux serviraient d'aide à la décision — ou en habitué des salons plus ou moins médiatiques qui réunissent les donneurs de recettes — et les donneurs de leçons à la mode humaniste — des nations développées. Ce faisant, le chercheur s'est ainsi lui-même dépossédé ; en privilégiant le savoir-faire au détriment du savoir, il a acquis une légitimité sociale de subordination, de seconde classe. Les sciences sociales ont ainsi démissionné devant les tenants de l'idéologie dominante — s'engageant, à l'occasion, du côté de celle-ci en la relayant d'une manière partisane —, pactisant avec un pouvoir qui a fini par fasciner nos scientifiques. *Le pouvoir de savoir s'est ainsi substitué à la solidarité envers les peuples opprimés.*

## Le développement pervers

Cette évolution perverse (c'est-à-dire dont les objectifs réalisés se retournent contre les intentions initiales) au sein des multiples disciplines qui constituent l'ensemble des sciences sociales, a consacré la suprématie de deux d'entre elles qui ont servi de *tête de pont* pour normaliser toutes les autres : la géographie et l'économie — cette dernière, en devenant socio-économie, a en outre permis la marginalisation de la sociologie traditionnelle. La sur-valorisation de ces deux disciplines s'est trouvée justifiée par la capacité qu'ont manifestée les scientifiques qui les représentaient, à servir les objectifs du développement portés par l'idéologie *libéral-démocratique*. La domination scientifique qui en est résulté repose sur une confusion — qui révèle le lien idéologique de cette prise de pouvoir car elle contribue à voiler les objectifs réels recherchés — ayant permis à ces disciplines d'annexer ou de marginaliser les autres :

- \* Le pouvoir des sciences économiques se fonde sur la confusion entretenue entre l'économique, le politique et le social, le présupposé étant que seules des solutions d'ordre économique sont en mesure "d'assainir" les rapports politiques et sociaux ; la science économique a ainsi permis d'affiner les techniques du développement devant servir à la mise en pratique (sous forme de programmes de développement) de l'idéologie *libéral-démocratique*.
- \* Le pouvoir de la science géographique s'est manifesté, après la collaboration apportée aux expéditions coloniales passées — et peut-être grâce à cet héritage qui imprègne l'expérience des géographes de l'ancienne école comme le cœur des légionnaires s'endurcit au contact du terrain — en entretenant la confusion entre les niveaux géographique, ethnique et politique ; cette confusion a permis aux géographes de poser l'espace comme le déterminant des rapports culturels et politiques qu'ils ont analysé à travers de multiples monographies ; c'est ainsi que la science géographique contribue encore à *baliser les territoires du développement* avec l'objectif actualisé de les ouvrir à la modernité libérale.

Dès lors, qu'auront été mises au point les techniques de développement et repérés les territoires sur lesquels les techniques seront appliquées, le pouvoir pourra s'exercer afin d'imposer un modèle de développement que la recherche en sciences sociales aura contribué à légitimer. Mais le modèle dominant de développement, dérivé de l'idéologie *libéral-démocratique*, semble aujourd'hui connaître de sérieuses ratées qui en limitent l'efficacité et peuvent remettre en cause la "positivité" des actions entreprises "pour le bien de l'humanité".

## Les déséquilibres de la coopération scientifique en sciences sociales

Dans un environnement international où une minorité d'Etats impose au reste du monde un modèle de développement qui va dans le sens de l'accroissement de leurs profits ; au moment où des programmes de développement sont mis en oeuvre sur la base de choix politiques au plus haut point machiavéliques, c'est-à-dire en rendant victimes les populations civiles qui sont censées être bénéficiaires de ces programmes, et ceci avec la complicité des élites locales protégées par leurs rentes et leur impunité ;

## Le développement pervers

quand seule domine la Loi du plus fort qui est aussi la Loi du plus riche — dont la Loi commune ne sert qu'à légitimer les pratiques de prédation exclusive — ; lorsque les activités scientifiques apparaissent comme une dépense inutile grèvant les budgets nationaux, alors que les besoins sociaux sont tellement importants ; dans un tel contexte, *comment situer la recherche en sciences sociales, et surtout comment la légitimer lorsqu'elle ne sert à rien : ni à permettre au système dominant de se reproduire (il pourrait très bien se passer d'elle pour continuer à transformer les Etats en autant de marchés à conquérir), ni à l'en empêcher (le système est capable de circonscrire la critique dans des cercles académiques fermés, ou de l'acheter afin qu'elle le légitime) ?*

### *Les modes d'action de la recherche*

Et pourtant, les sciences sociales, lorsqu'elles sont récupérées à des fins idéologiques, peuvent servir la soit-disante "modernité", en mettant leur savoir au service du pouvoir et en légitimant ainsi l'idéologie dominante. La légitimation du système mondial — à travers le soutien que lui apporte la partie "réformiste" des sciences sociales — qui consiste à vouloir réduire certains de ses effets dysfonctionnels sans toucher à ses fondements (c'est-à-dire les modes transnationaux de réalisation des profits et d'exercice de la domination), peut aboutir à délégitimer les sciences sociales. Une telle dérive est perceptible à travers différentes pratiques de recherche en coopération, parmi lesquelles :

- \* La monographie : lorsque la recherche se cantonne dans le champ des monographies sans relier l'histoire du local à l'histoire du monde, il manque nécessairement un facteur explicatif ; collé à son terrain, le chercheur devient dépendant des autorités locales qui l'accueillent sans pouvoir remettre en question leurs actions et leurs compromissions ; il est amené à faire du descriptif, du recensement, des enquêtes, des fiches, des relevés de hiérarchies sociales ou de divisions spatiales, et ceci au détriment de la production d'analyses qui lui permettraient de saisir le rôle des acteurs locaux intermédiaires s'opposant au développement social des populations dont ils sont les représentants ; ainsi, il n'est pas rare de voir le chercheur en sciences sociales se transformer en technicien au service des administrations locales ou en défenseur de cultures et de traditions que l'ouverture du monde a parfois rendues périmées ou exclusives ou oppressives ; si la monographie peut être en-soi une méthode utile de description du milieu, elle n'en demeure pas moins limitée par l'absence d'une perspective comparative qui permettrait de conceptualiser les stratégies des acteurs du sous-développement.
- \* La coopération de prestige : elle revient à valoriser prioritairement de "grosses" opérations (type atlas informatiques, Systèmes d'Information Géographique) qui nécessitent des moyens techniques, humains et financiers très importants ; ce type de recherches constitue une vitrine "publicitaire" pour les instituts qui en sont les promoteurs ; outre qu'elles sont susceptibles de poser des problèmes de transfert de technologies et de dépendance des organismes à qui elles sont destinées, ces opérations impliquent des choix financiers en matière de politique scientifique qui se font au détriment des recherches plus "classiques" (jugées dépassées parce qu'elles

n'utilisent pas une technologie de pointe) ; leur appropriation locale engendre souvent des conflits d'intérêts financiers ou stratégiques (liés à la promotion professionnelle qu'elles peuvent favoriser), ainsi que des jalousies personnelles qui peuvent rendre caduque la coopération parce que la recherche a tendance à devenir occulte ; à l'inverse, une coopération sans enjeux de pouvoir et qui ne se voit pas, car les chercheurs sont complètement immergés dans des structures locales, semble contraire à la tradition française des *grands travaux* ruineux (le Concorde, le paquebot France, l'Opéra Bastille, le surgénérateur nucléaire Superphœnix, la filière informatique...).

- \* La coopération captive : elle se fonde sur une orientation dominante de la recherche appliquée au développement, qui aboutit à ce que les chercheurs du Nord choisissent leurs terrains exclusivement dans les pays du Sud ; or, cette sorte de balisage d'un champ (par le marquage des thèmes et le choix des terrains) est de plus en plus perçue comme une forme de colonialisme scientifique de la part des chercheurs du Sud. Pourtant, la transnationalisation des problèmes de développement militerait plutôt en faveur d'une multiplication des recherches de type comparatif qui pourrait déboucher sur un désenclavement de la recherche ; en effet, il est tout à fait concevable, à l'heure actuelle, que des chercheurs du Sud travaillent sur des terrains du Nord (pour ce qui touche les questions de l'industrialisation, des services publics, des formes de redistribution des richesses, de la marginalisation sociale, des politiques sociales...), ou que des chercheurs du Nord ayant travaillé dans le Sud mettent leur expérience à profit pour initier des recherches dans le Nord (à propos, par exemple, des problèmes liés à l'éducation, aux migrations, aux banlieues, aux nouvelles formes de travail, à la distribution des représentations sociales, aux transformations de la structuration des groupes et des unités familiales) ; l'analyse de certains échecs des politiques de développement dans le Sud pourraient ainsi servir de référence à de nombreuses recherches en sciences sociales effectuées dans le Nord, de la même manière que les problèmes liés à l'intégration (sociale ou géographique) dans les pays du Nord pourraient constituer un cadre de réflexion pour des chercheurs du Sud ; peut-être serait-ce alors imaginable de supprimer cette division arbitraire — et qui est de moins en moins pertinente — entre le Nord et le Sud.

Ces différentes pratiques ont abouti à ce que les chercheurs qui bénéficient d'un enracinement local acquis dans la durée et qui détiennent une connaissance du milieu n'ont pu éviter les ratées liées aux conséquences de certaines opérations de développement ; pourtant la prise en considération des travaux de terrain concernant les formes de structuration des groupes sociaux ainsi que la distribution des pouvoirs et les modes d'exercice de la domination, auraient peut-être conduit à remettre en question les rentes acquises par les "développeurs professionnels" et donc la situation de pouvoir dont ces derniers jouissent sur le plan international. En effet, la transposition de modèles occidentaux (en matière d'urbanisation, de planification, de démocratisation, de modernisation industrielle...) a provoqué des effets pervers dommageables principalement pour les populations locales : les anciennes solidarités se sont distendues, la corruption a gagné du terrain sans générer de redistribution, les plans ont été dérochés,

## Le développement perversi

les lois transgressées, les oppositions muselées, les repères effacés... tout cela parce que le présupposé de la démarche est que ce sont les sociétés qui doivent s'adapter au modèle de développement et non l'inverse.

### *La demande sociale*

De quelles sciences sociales veut-on ? Face à la dépréciation ambiante des sciences sociales, celles-ci se sont adaptées, prenant à leur compte l'objectif de progrès qui fonde l'idéologie dominante *libéral-démocratique*. A l'intérieur de cette idéologie, les sciences sociales font maintenant entendre leur différence : la nécessité d'injecter du social dans l'économique afin de rendre le système de développement plus performant, plus équitable. A l'inverse, les analyses politiques qui partent du politique comme de ce qui concerne les affaires de la Cité — en ne dissociant pas les dimensions politique, anthropologique, culturelle et sociale —, n'ont actuellement plus droit de cité dans leur ambition de traiter les problèmes du développement ; elles ne répondent pas à la demande du système.

Le système génère la demande sociale ; telle est la raison pour laquelle celle-ci est toujours orientée dans *le sens d'une utilité*. Canaliser les recherches en sciences sociales vers les problèmes de l'ajustement structurel ou vers les migrations internationales ou vers l'environnement, a pour but d'aider le système à résoudre ces questions afin qu'il puisse se reproduire. Dans une telle perspective, la recherche est mise au service du développement ; les chercheurs sont ainsi contraints de travailler pour le développement, et non sur le développement. Les chercheurs qui échappent à cette finalisation sont de plus en plus contraints de travailler masqués, de déguiser leurs intérêts scientifiques sous les attributs de l'utilité. Aucun Etat actuel n'acceptera de recevoir un chercheur en sciences sociales dont le travail de terrain remettrait concrètement en question les modes d'exercice du pouvoir et de la domination : ni l'Etat d'origine du chercheur — qui a le souci de maintenir de bonnes relations bilatérales dans les domaines commercial ou géopolitique, en faisant semblant de ne pas s'immiscer dans les affaires d'un pays étranger —, ni l'Etat qui est censé être le destinataire de la coopération scientifique. Tant que la coopération scientifique restera sectorielle, les sciences politiques et sociales demeureront marginalisées, contraintes de se légitimer en intégrant dans leur corpus les priorités de la reproduction du système. Mais comment revendiquer le droit d'une recherche indépendante des pouvoirs — en fondant ce droit sur *une coopération scientifique globale qui inclurait l'analyse des formes du politique comme une condition d'établissement de rapports de coopération* — alors que même les relations commerciales au niveau international ne prennent pas en compte la question du respect des droits de l'homme ?

### *Le rapport entre l'Etat et la recherche*

A l'instar de la presse ou des ONG, la recherche en sciences sociales peut apparaître comme un contre-pouvoir. Et de la même manière que tous les contre-pouvoirs, elle peut

## Le développement perversi

également être confrontée à une dérive vers l'institutionnalisation et faire ainsi le jeu des pouvoirs établis. Cependant, idéalement, la recherche en sciences sociales est autre chose que cela : à travers sa démarche qui se situe en amont de l'actualité, elle permet d'anticiper les changements politiques ou sociaux ; et par l'analyse des structures qui fondent les systèmes de gouvernement, de socialisation ou de domination, elle peut contribuer à éclairer les actions et les stratégies des acteurs impliqués dans la transformation du réel ; de ce fait, elle alimente autant les pouvoirs que les contre-pouvoirs, mais d'une façon indirecte, c'est-à-dire en toute indépendance vis-à-vis de la demande institutionnelle.

Il est de la responsabilité de l'Etat qui a en charge de mettre en oeuvre des politiques bilatérales de développement, de fonder ses décisions sur une véritable confrontation d'idées réunissant tous les acteurs impliqués dans la coopération Nord-Sud : acteurs politiques nationaux ou appartenant à des organismes internationaux de financement (niveau de la prise de décision), experts (niveau de la préparation de la décision), membres de bureaux d'études (niveau de l'exécution), représentants d'ONG (niveau de l'intervention directe), journalistes spécialisés (niveau de la connaissance actuelle) et chercheurs (niveau des connaissances structurelles)... A travers ces débats entre les différentes communautés pourraient peut-être surgir des orientations permettant d'éviter les écueils d'un développement contre-productif pour les nations du Sud, ou ceux d'une coopération déséquilibrée dans sa pratique.

## Conclusion

### **Pour une science publique, critique et indépendante**

#### *Une science publique*

Le chercheur en sciences sociales peut-il tout dire des résultats de ses recherches ? comment se fabriquent les sociétés, comment elles sont gouvernées, quelles sont les valeurs qui cimentent le corps social, comment elles se transforment, ce vers quoi elles tendent, tout cela, le chercheur en sciences sociales doit le dire, au nom du service public que représente une science publique. Il doit le dire en distinguant ce qui relève de la production de connaissances objectives, et ce qui relève de l'analyse tendancielle aléatoire, compte tenu que les sociétés sont des processus vivants qui peuvent invalider l'analyse, et que le chercheur est lui-même un être vivant empreint d'une subjectivité qui peut fausser ses analyses. Tendre vers l'objectivité est un objectif ; reconnaître que les sciences sociales ne sont pas des sciences exactes mais des sciences de l'interprétation, est une réalité ; dans tous les cas, il est souhaitable que l'analyse sociale soit reversée au social afin d'alimenter le débat public concernant les choix de société. En échange, les chercheurs doivent pouvoir bénéficier, de la part de l'Etat — qui est le garant de la chose publique —, des moyens publics d'acquisition des connaissances et de communication des résultats ; ainsi pourraient n'être plus gâchées les expériences acquises à partir d'un long travail de terrain, et le chercheur se verrait moins fréquemment relégué à l'intérieur des niches écologiques scientifiques que sont les monographies circulaires.

### *Une science critique*

Le chercheur en sciences sociales ne parle au nom de personne. Ni de l'Etat qui le finance et qui vise d'abord la reproduction du statut quo par l'adoption de politiques de consensus qui peuvent conduire à la reproduction du sous-développement social ; ni des opprimés et des exclus qui habitent le terrain universel et provisoire du chercheur, mais dont il *n'est pas*, ce qui l'empêche d'adhérer inconditionnellement aux valeurs et sens enracinés dans ce terrain. La distance scientifique n'est cependant pas incompatible avec l'interprétation sociologique de la parole des sans-voix — des exclus de l'histoire — qui peut exprimer des attentes et préfigurer de futurs mouvements sociaux.

L'analyse critique est donc orientée en fonction d'une éthique scientifique qui établit les critères de l'objectivité ; cette éthique, à travers le travail en coopération et l'intérêt porté aux terrains étrangers, vise à *jeter des ponts entre les cultures*, et force le chercheur à s'impliquer dans son travail de compréhension des peuples. La recherche en coopération apparaît ainsi comme une recherche de l'universel en actes ; sans pouvoir d'action autre que sa plume, le chercheur en sciences sociales essaye de mettre en Lumière les phénomènes sociaux qui peuvent déboucher sur une tension collective porteuse de désintégration sociale : les intolérances quotidiennes, les politiques nationalistes liées à des velléités d'autonomie culturelle et qui aboutissent à un développement exclusif, les tendances hégémoniques du système dominant à travers l'usage de l'économie, de la force (militaire ou mafieuse) et de la culture de consommation dirigée. La critique est donc légitime qui s'exerce vis-à-vis des formes et transformations d'un pouvoir lorsque celui-ci, dans son entreprise de tout voir et de tout savoir, tend à empêcher toute apparition de contre-pouvoir. Les contre-valeurs à opposer au système dominant pourraient être celles contenues dans le modèle d'une société multiculturelle, pluriethnique et laïque, ce qui ne résout en rien les problèmes du rôle de l'Etat, et du mode de co-existence entre groupes différents... peut-être parce qu'il *n'existe pas de recettes universelles au développement social*.

### *Une science indépendante*

L'indépendance de la recherche en sciences sociales signifie d'abord le refus de la compromission libérale, c'est-à-dire de cette idéologie contradictoire du développement, liée d'une part au finalisme de l'idée de participation au progrès (que véhiculent autant les adeptes des ONG ou des sectes que certains représentants de la recherche démagogique en coopération), et d'autre part au fonctionnalisme de la pratique du développement (imposé par les experts et d'autres scientifiques en mal d'efficacité et qui mettent leurs connaissances au service de la science pour le développement) ; et il s'agit bien d'une idéologie de l'action puisque les moyens utilisés par le fonctionnalisme s'opposent aux objectifs fixés par le finalisme.

L'indépendance de la recherche en sciences sociales ne peut s'exercer que lorsque la science est décrochée du pouvoir, donc acquise à la critique du pouvoir, et dévoile les



## Le développement perversi

composantes de domination contenues dans les différentes idéologies en oeuvre (idéologie *libéral-démocratique*, idéologie culturaliste, idéologie nationaliste...). Cette indépendance passe donc par *une réhabilitation de la science du politique*, contre l'emprise des sciences de la communication et de l'économie, ainsi que par *une dénonciation de la confusion entre l'idéologique (qui fabrique du pouvoir et de la domination avec de la mystification) et le politique (qui traite des affaires de la Cité, c'est-à-dire des affaires de tous)*.

Une science publique, critique et indépendante est ainsi amenée à reconnaître que, d'une part, le développement social va encore être sacrifié sur l'autel de la croissance économique dans les pays du Sud, et que, d'autre part, les nations du Nord vont continuer à "*se sous-développer*", et à subir des phénomènes d'exclusion sociale comparables à ceux des pays du Sud. Le Nord et le Sud sont à présent tellement imbriqués que la conjonction de leurs problèmes risque de véritablement miner le système mondial qui les a générés. Mais au profit de qui ? Repliées derrière leurs frontières, les populations du Nord se croyaient naguère à l'abri, considérant les pays du Sud comme les éternels pourvoyeurs des matières premières nécessaires à la fabrication d'un confort exclusif, ainsi que comme une destination touristique qui alimentait leurs rêves nostalgiques du *bon sauvage dans son milieu naturel* ; maintenant, l'industrie a ouvert les frontières et, sous l'effet de l'application des politiques libérales, *le bon sauvage s'est transformé en mauvais délinquant* qui hante toutes les cités du monde. Pendant ce temps, la croissance canalise les profits d'une manière de plus en plus inégale, remettant partout en question le mode traditionnel d'intégration sociale basé sur la mythologie de la consommation de masse, de la production par le travail et de la reproduction (familiale ou communautaire). La pauvreté, le chômage et l'éclatement des anciens groupes sociaux vont précipiter un changement des modes de vie mais surtout un changement des valeurs de reconnaissance et d'identité ; cela débouchera nécessairement sur une remise en question des méthodes appliquées au maintien de la stabilité politique — l'un des objectifs qui fonde les relations Nord/Sud — car cet objectif est rendu caduc par la non-pacification des rapports sociaux. Sous la pression des marges non-contenues (individus rebelles, groupes sociaux organisés ou pays non-intégrés au système mondial), le monde va maintenant changer, et les bouleversements concerneront d'abord *les rapports entre l'Etat et les entrepreneurs* (la source de production des richesses) ainsi que *les formes locales et mondiale du contrôle politique et social* (qui déterminent la distribution des richesses).